

Africans Rising

For Justice, Peace & Dignity

HEINRICH BÖLL STIFTUNG

DAKAR

Sénégal

**féministes
invisibles**





Que l'attention soit enfin prêtée à ces Humaines qui savent presque tout dompter.

Que lumière soit enfin faite sur ces Jambaars d'un genre à part, restées trop longtemps invisibles à nos attentions.

A ces femmes. Simplement.

Dans un monde idéal, elles n'auraient pas eu besoin de plus du dixième, si ce n'est du centième, pour briller de leurs retentissants accomplissements.

Mais dans le monde qu'est le nôtre, elles ont dû contre les aléas des vents et des marées, aux travers des ignominies de la guerre et des armes, de la précarité et des douleurs, engendrer plus que des fils et filles pour notre nation mais également des rêves si ce n'était bâtir des édifices à partir de rien.

Elles sont magnifiques, ces femmes. Il nous aura fallu des heures, des semaines devenues des mois emplis d'émois - honorées que nous étions à leur (re)découverte - pour les contracter, les ajuster afin qu'elles puissent tenir dans cet ouvrage.

C'est vous dire à quel point, elles sont grandes ces géantes.

Invisibles certes mais incommensurables de dignité, de courage, d'humanisme, de foi, de résilience, d'abnégation... Bref de toutes ces choses qu'il leur aura fallu en tonnes et aux centuples pour accomplir ces gigantesques choses qu'elles ont rendu possibles et réelles, malgré pourtant tout ce qui leur manquait.

Il nous fallait les rendre intemporelles mais surtout existantes, maintenant visibles et donc désormais plus jamais translucides contre le néant et les occasionnels oubliés de nos mémoires, à tous et toutes.

Elles se racontent avec pudeur mais aussi avec fierté. Elles ont livré avec aisance ces pans de leurs

multiples histoires de vie plurielle que la gêne leur aura sûrement fait voiler.

Mais surtout, elles ont partagé des années de joie, de peine et de crainte. Léguées ainsi dans des pages à feuilleter, elles semblent si faciles, c'est là même le charme des histoires à raconter. Elles deviennent poignantes, belles et si proches qu'on en oublierait parfois, à raison comme à tort, les périples et les supplices. Les Géantes Invisibles sont aussi faites d'un peu de cela.

Dans des salles, au travail, au quotidien où dans un livre, elles nous rappellent de leur désarmante humilité, qu'elles ne sont pas seulement comme nous, mais chacune et chacun d'entre nous en fin de compte.

On ne saurait prétendre que ceci soit une ode à elles toutes, mais il nous fallait immortaliser un bout de tout ce qu'elles sont et doivent rester à nos yeux et pour la postérité.

Il faudrait sûrement un hymne, un musée – que dit-on ? - un panthéon et toute une encyclopédie d'un nouveau genre rien à elles.

C'est un grand honneur pour la Fondation Heinrich Böll, toute son équipe du Sénégal de s'être jointes à Coumba Touré et Africains Rising pour réaliser cet ouvrage qui est, en fin de compte, aussi difficile à classer que nos Géantes.

Ces Géantes Invisibles certes mais invincibles et faites de tant de belles et de grandes choses.

Dédié spécialement à Binta Sarr,

cette géante dont la grandeur a été trop tôt soustraite à notre affection.



géantes
invisibles

Halimatou Souaré

de paix et d'humanisme

“ C'est le fils qui tue le père,
c'est le père qui tue son fils.

Au début du conflit en Casamance en 1981, une femme qui vivait entre son village Badem et Ziguinchor, désespérée par le nombre de cadavres à enterrer à Ziguinchor mais surtout par l'absence de ses enfants, qu'elle imaginait morts, décide de s'engager pour la paix.

Halimatou Souaré, âgée de soixante-neuf ans, reste encore aujourd'hui une pionnière dans l'édification de la paix en Casamance. Mère de huit enfants, elle s'active dans l'exploitation de produits agricoles.

A Ziguinchor, elle a mis en place une unité de transformation des produits cultivés par les femmes de son GIE. Elles y sèchent du thiakry à la banane, des mangues, du fonio, etc. de façon artisanale. Malgré les difficultés, l'unité sert aussi de centre de formation et reçoit des stagiaires du lycée technique et de l'université de Ziguinchor.

Un jour, en rentrant du village où elle était partie faire les récoltes, elle rencontre les rebelles et brandit une pancarte pour la paix. Ce premier acte citoyen et patriote, d'abord motivé par la peur d'une mère pour ses enfants, témoigne de l'humanisme profond qui l'anime encore aujourd'hui.

Sans tenir compte des positions des différentes parties qui furent engagées dans ce conflit, ce qui la touche ce sont les vies sacrifiées dans des luttes fratricides. « C'est le fils qui tue le père, c'est le père qui tue son fils », dit-elle.

Le conflit casamançais lui fait perdre terres et sources de revenus. Elle crée l'association pour la Promotion de la Mère et l'Enfant Kagamen en 1983. Celle-ci avait pour but d'aider les femmes déplacées comme elle, d'assister et de former les victimes des mines antipersonnel mais surtout d'encourager les femmes à retourner dans leur localité et créer des activités génératrices de revenus. Elle a été chargée de l'organisation de distribution de vivres pendant le conflit. Convaincue que l'apaisement des tensions passe par le développement, elle a depuis initié de nombreux projets avec l'appui des organisations internationales.



“

Ce ne sont pas seulement
des fils de Dakar qui
meurent, ce sont eux
aussi nos frères et nos
pères.

En 2005, elle a conduit une marche pour la paix vers les rebelles, et l'actuel président Macky Sall, alors premier ministre, y avait participé. Le ministre de l'Environnement à l'époque était venu clôturer une rencontre avec les acteurs de la rébellion. Dès le début de la guerre, la ministre de la femme et de la famille, Ndioro Ndiaye l'a soutenue dans ses initiatives.

Malgré le conflit, elle œuvre pour le développement de la région. Les femmes ont partag e son action pour la paix à partir de l'enterrement des vingt-cinq soldats en 1995. «Ce ne sont pas seulement des fils de Dakar qui meurent, ce sont eux aussi nos frères et nos pères». Malgré sa volonté de neutralité, Halimatou a été élue adjointe au maire de Mangagoulack, une commune constitu e de huit villages près de Bignona, ce qui lui donne plus d'influence au niveau local.

Dans sa commune, les femmes organis es en plusieurs groupements (GIE), la sollicitent pour qu'elle les aide à trouver des bailleurs afin de résoudre leurs problèmes d'irrigation, de clôture, de commercialisation de leurs produits... Elles ont conscience que travailler pour améliorer leurs conditions de vie est essentiel pour garder leurs enfants dans la région.

Elles sont incontournables dans la gestion des cultures, dans la sécurité alimentaire, sans compter leur rôle d'éducatrices.

Pourtant le sentiment d'être d laiss es, qui leur avait fait soutenir le conflit subsiste encore.



géantes
invisibles

A black and white portrait of Patricia Gomis, a woman with her hair in braids, wearing a dark top and a necklace. She is looking slightly to the right with a gentle smile. The background is blurred, showing other people in a crowd.

Patricia Gomis

de théâtre et de joie

C'est dans la brousse de Toubab Dialaw, que Patricia a domicilié l'association Djarama.

C'est dans ce lieu en communion avec la nature, qu'elle a choisi de dédier à l'éveil de la jeunesse par la culture, que l'association produit des spectacles de théâtre tout en élargissant ses activités à l'éducation, en abritant une école primaire.

Plus qu'un simple espace, la concession Djarama est d'abord un choix de vie que la comédienne partage avec sa famille et avec ceux et celles qui s'engagent d'une façon ou d'une autre pour la protection de l'environnement et pour l'éducation des enfants. « J'ai compris à l'âge de vingt ans que j'avais le choix. Dès cet instant cela a changé ma vie. J'ai choisi de faire du théâtre pour enfants, j'ai choisi mon mari. J'ai choisi mon métier parce que ce n'est pas un métier que je fais pour gagner de l'argent, mais pour m'accomplir en tant qu'être humain. »

C'est en 1994 et un peu par hasard que Patricia Gomis se découvre une passion pour le théâtre. A Dakar, elle participe à l'atelier animé par le dramaturge Omar Ndao et la metteuse en scène brésilienne, Marcia de Castro. « On a monté un petit conte qu'on a joué à l'hôpital Fann et cela m'a tellement touchée, et marquée que j'ai décidé de ne faire que du théâtre pour enfants. »

Cette initiation lui permet d'obtenir une bourse du centre culturel français pour aller se perfectionner à Paris au cours d'expression théâtrale Radka Riaskova. Durant ce séjour, elle rencontre la metteuse en scène Ariane Mnouchkine ou encore Jacques Lecoq, maître dans l'art du mime et du théâtre clownesque. De retour à Dakar, entourée de ses mentors, elle crée « Côté Jardin », première compagnie clownesque du Sénégal avec laquelle elle sillonnera l'Afrique de l'Ouest, du Centre et une partie du monde en jouant des sketches dans les écoles, les hôpitaux, et les orphelinats.

Le théâtre pour enfants est sa vocation car elle se soucie de leur devenir. Elle cherche à leur donner des clés pour qu'ils puissent se construire. Face aux enfants d'Afrique confrontés à des dures réalités, elle choisit des sujets de spectacle pour leur faire réfléchir en acteurs de leur monde. « Être artiste, c'est d'abord être quelqu'un qui éveille les consciences. Tous nos spectacles abordent des sujets très forts ou tabous : l'excision, le mariage précoce, l'accès des filles à l'école ou la mendicité des enfants, ou encore l'environnement. »

En 2005, elle crée l'association et compagnie Djarama avec son époux et ses frères et, depuis 2011, le centre Djaramart dédié aux arts destinés à la jeunesse s'agrandit petit à petit. Outre le théâtre, il comprend un lieu de résidence pour

les artistes et les intervenants et enfin une école primaire communautaire, mais aussi un jardin potager cultivé en partie par les enfants, afin de les imprégner de leur environnement. Les enfants s'épanouissent dans ce cadre éducatif où ils peuvent être actifs et motivés.

C'est en préparant ses confitures annuelles avec sa récolte de citrons qu'elle se livre sur son choix de vivre en communauté. « On essaie de vivre en étant conscient qu'on est dans un pays où on n'a pas tout. Donc on ne vit pas au-dessus de nos moyens, on ne cherche pas l'argent pour avoir la belle voiture. On vit simplement avec l'essentiel, pour être avec les gens qui sont près de nous. »

Elle essaie de mettre en pratique ce qu'elle transmet aux enfants : le compostage, produire un minimum de déchets, l'agriculture biologique, l'autonomie alimentaire, l'énergie alternative et renouvelable.

“

J'ai compris à l'âge de vingt ans que j'avais le choix. Dès cet instant cela a changé ma vie. J'ai choisi de faire du théâtre pour enfants, j'ai choisi mon mari. J'ai choisi mon métier parce que ce n'est pas un métier que je fais pour gagner de l'argent, mais pour m'accomplir en tant qu'être humain.



océantes
invisibles

Germaine Acogny

de gestuels et d'émois

A 75 ans, la danseuse chorégraphe interprétait au printemps 2019 à Paris, *Mon Élué Noire*, pièce écrite pour elle par Olivier Dubois en 2014 et récompensée en 2018 d'un Bessie Award, à New York.

Née au Bénin avant d'arriver au Sénégal à l'âge de quatre ans, Germaine Acogny est considérée comme la pionnière de la danse africaine contemporaine.

Chaque matin, elle rend hommage à la nature, car elle n'oublie jamais qu'elle est la petite fille d'une prêtresse Yoruba. A l'héritage gestuel de son aïeule et aux techniques traditionnelles africaines, elle mêle les techniques occidentales qu'elle a acquises entre Paris et New-York.

De 1977 à 1982, elle dirige Mudra Afrique sous le parrainage du chorégraphe Maurice Béjart et du Président Léopold Sédar Senghor. A la fermeture de Mudra, elle s'installe à Bruxelles avec la compagnie Maurice Béjart et organise des stages de danse africaine. En 1985, elle crée avec Helmut Vogt le studio-école Ballet Théâtre du 3e Monde, à Toulouse. En 1995, elle retourne au Sénégal et fonde l'association Jant-bi.

Si elle danse toujours, c'est par plaisir certainement et peut être aussi par nécessité, car l'existence de son centre de danse est menacée. L'École des Sables de Toubab Dialaw, qu'elle a ouvert avec son époux, est devenue au fil des ans une prestigieuse institution qui propose depuis 1998 des formations professionnelles aux danseurs africains. L'établissement prépare depuis vingt et un ans ses étudiants en faisant appel à des professeurs de renom.

Pour elle, « Puiser dans la diversité et la richesse culturelles, libère les danseurs et danseuses mais aussi aide à faire des choix qui guideront leur vie ».

C'est un moment exceptionnel de voir ce baobab de la danse partager son savoir avec des jeunes venus de tous les continents, pendant les stages internationaux. Ceux-ci peuvent explorer les danses traditionnelles d'Afrique et la technique gestuelle que Germaine Acogny a mis au point. Celle-ci dont la carrière a été jalonnée de nombreuses expériences, a élaboré une synthèse des danses traditionnelles de l'Afrique de l'Ouest et de danse contemporaine occidentale.

Le centre international de danses traditionnelles et contemporaines africaines est devenu un lieu de rencontre de tous les continents. Depuis 2010, il forme d'anciens stagiaires à être des passeurs de cette technique gestuelle.

Forte d'une longue carrière, sa proximité avec les jeunes créateurs lui permet de se renouveler et son actualité depuis dix ans est digne d'une étoile. Ce qu'elle est d'ailleurs, une grande et belle étoile.

“

Puiser dans la diversité et la richesse culturelles, libère les danseurs et danseuses mais aussi aide à faire des choix qui guideront leur vie.



éantes
inv'sibles

Diao Baldé Guèye

de sueur et de cœur

Se battre, triompher des dures réalités... Diao Baldé Gueye sait ce que cela veut dire depuis son plus jeune âge. Atteinte de poliomyélite à la naissance, elle est confront e à de nombreuses opérations durant les sept premières années de sa vie. Loin de la décourager, ces années de peine lui ont permis de se forger un mental d'acier. « Je voulais réussir, il n'y avait pas d'autre alternative », dit-elle.

Diao est la présidente de la section féminine de l'association des Handicapés Moteurs de Saint-Louis.

Pour une personne vivant avec un handicap, la première bataille à livrer, est, bien souvent, celle de l'accès à l' ducation. C'est aujourd'hui l'un des combats de son association.

« Quand on milite contre la mendicité, contre la marginalisation ou l'exclusion, il faut être instruit », ajoute-t-elle. « Donc nous faisons tout pour faire inscrire à l' cole les enfants en situation de handicap » dit-elle. « Nous nous occupons de l'état-civil. Nous sensibilisons ses parents. Nous faisons des plaidoyers auprès des enseignants et des établissements scolaires pour leur prise en charge. Nous essayons de trouver des écoles inclusives pour que les enfants soient avec des élèves de leur âge. Et quand l'enfant a besoin d'une  cole sp cialis e, - ce qui malheureusement n'existe pas dans des zones comme la nôtre. Nous nous d brouillons... Si nous ne le faisons pas, les enfants vont rester à la maison. »

C'est à l'âge de neuf ans que Diao Baldé Guèye entre à l' cole. Elle a suivi une scolarité régulière jusqu'à l'université Gaston Berger de Saint-Louis mais, en raison de mauvaises conditions d'accessibilité, elle arrêta après deux années et se dirigea vers une formation de comptable à Dakar. A son retour à Saint-Louis auprès de sa mère, elle resta dix ans sans activité salari e.

Pas salari e certes mais pas oisive pour autant. C'est dans cette période qu'elle se lance dans les activités associatives et s'engage dans des associations de personnes à mobilité réduite mais également de femmes et de jeunes sportifs qu'elle forme en technique de management.

Elle accompagne également, de manière bénévole, les missions d'appareillage de l'hôpital dans le Fouta, là où la marginalisation et le complexe liés au handicap sont plus perceptibles : « il s'agissait de montrer aux gens qu'on peut être handicapé et réussir sa vie. Même si je ne travaillais pas, je me disais que j'avais réussi parce que je suis arriv e à être instruite. J'occupe une place importante dans ma famille. C'est une réussite personnelle. »

Ce n'est qu'en 2007, après ces années de débrouille ponctu es de militantisme et petits boulots - vendeuse, coiffeuse à domicile -, qu'elle est embauch e  

“

Je voulais réussir, il n'y avait pas d'autre alternative.



l'université Gaston Berger comme standardiste, par l'entremise de son voisin en ce temps recteur de l'université.

Cet emploi qu'elle accepte « pour montrer que le handicap n'est pas une fatalité et qu'il n'empêchait pas de travailler et d'être compétitive », sera une aubaine et l'occasion pour elle de se réinscrire et de reprendre ses études de gestion. Ce n'est qu'une fois sa licence professionnelle de gestion en poche, qu'elle sera recrutée comme comptable en 2012.

généralistes
invisibles

Hadji Fatou Dramé

de vision et de courage



Hadji Fatou Dramé est une grand-mère de 64 ans qui vit dans le village Lébou de Toubab Dialaw. C'est une femme de confiance. Elle a été femme relais pour l'hôpital, chargée de repérer les personnes nécessitant un suivi sanitaire : jeunes filles en état de grossesse, personnes âgées souffrant de malnutrition, etc. En 2002, elle fut nommée Badienou Gox, dont le rôle consiste par exemple à aller vers les femmes en âge de procréer pour leur conseiller lors de leur visite de suivi, pour promouvoir la vaccination des enfants.

Comme un peu partout au Sénégal, Hadji est à la tête d'une association de femmes du village de Toubab Dialaw, qui a pour but d'améliorer leur condition économique. Étant à l'initiative du groupement dénommé « Dimbeuli Jaboot », les femmes l'ont élue présidente. « J'ai une vision de développement, mon ambition est l'avancement. » Les ressources de l'association proviennent des droits d'adhésion des membres, de leurs cotisations en faisant une tontine chaque quinzaine. Le groupement aide les mères de famille à affronter leurs problèmes économiques lorsqu'elles doivent faire face à des charges supplémentaires ou imprévues, en leur apportant des produits de première nécessité. Parfois l'association reçoit des financements ou fait appel au crédit mutuel, mais dans ce cas, les femmes ont plus de mal à rembourser.

Hadji Dramé travaille sur des activités permettant d'apprendre de nouvelles choses ou de créer de nouvelles sources de revenus. Actuellement, elle coordonne un groupe d'une centaine de femmes qui s'activent dans un champ communautaire, qui leur a été prêté depuis 2007.

Chaque après-midi, elles quittent leur maison pour aller au champ, alors qu'avant elles restaient à la maison sans beaucoup d'activités, surtout pour les femmes les plus âgées.

Cela leur procure non seulement une source de revenus, mais aussi une meilleure santé. Elles bougent, mangent un repas mieux adapté en consommant les légumes cultivés. C'est une initiative d'aide sociale qui répond aussi à leur problème d'accès à la terre, car même si les hommes de leur famille ont des terrains, ils ne leur allouent pas.

Les femmes abandonnent vite à cause de la pression familiale ou devant la difficulté de la tâche. Hadji garde pourtant l'espoir que ses efforts paieront pour leur assurer une source de revenus pérenne. « Ce sont les plus motivées qui tiennent, car pour le faire, il faut y croire. »

“ J'ai une vision de
développement, mon ambition
est l'avancement.





Programme Démocratie

À travers notre **Programme Démocratie**, la **hbs** vise à participer à la promotion de narratives sociales, culturelles et politiques qui reconnaissent les principes démocratiques, en particulier l'égalité de genre ainsi que les diverses réalités des migrations.



S'engager est la seule manière
de rester en contact avec la réalité

sn.boell.org

géantes
inv'sibles



Safi tou Diop

de féminisme et de militantisme

Safiétou Diop est conseillère spéciale auprès de la présidente du Conseil Économique et Social et elle préside le réseau Siggil Jigeen, ONG fondée en 1998.

Issue de l'Institut Supérieur d'Études de l'éducation populaire de la jeunesse et des sports, elle fut inspecteur principal de la jeunesse et des sports, dès l'obtention de son diplôme, puis conseiller technique au ministère de la jeunesse et de l'environnement. Elle est membre active de la société civile notamment pour la promotion et la protection des droits des femmes dans la société sénégalaise. Elle anime, depuis 1993, le collectif des femmes pour la défense de la famille (COFDEF), dans sa ville natale de Thiès. Mais c'est surtout la présidence du réseau Siggil Jigeen qui l'occupe.

Féministe engagée, Safiétou Diop veut faire évoluer les femmes en fonction des changements de la société. « Un engagement militant est un devoir envers notre communauté, notre peuple et nous devons l'assumer en le dosant par rapport à notre devoir professionnel. »

Son travail de conseiller et son activité militante lui permettent d'agir d'une part sur la prise en charge des politiques et programmes de l'État, d'autre part de porter les besoins de la population. Quand elle était directrice du projet national de promotion de la jeunesse, elle était en charge la préparation de la jeunesse contre le VIH et la drogue. « Nous avons installé des stratégies pour conscientiser les jeunes dès le début... dans les 45 départements avec des centres de conseil adolescents. » Dans le même temps, son organisation, le COFDEF servait de relais dans la lutte contre le VIH au sein des familles avec des stratégies de conseil et de sensibilisation. « La combinaison de deux actions a donné des résultats formidables et permis d'endiguer la pandémie dans ce pays... ». Pour elle, ses activités sont complémentaires même s'il « m'arrive d'avoir de véritables dilemmes, mais ce qui m'aide dans ces cas d'espèces c'est ma capacité de recul et de différenciation des casquettes. »

Le réseau Siggil Jigeen a joué un rôle important dans le vote de loi de 1999 pénalisant les violences, en menant une campagne pour mobiliser les femmes à travers le pays, lors du vote à l'Assemblée Nationale et en faisant une stratégie de lobbying envers les députés. Aujourd'hui, elles manifestent encore pour demander le vote de la loi sur la criminalisation du viol, car les tribunaux ne rendent pas justice aux victimes, les peines sont souvent diminuées, les cas sont souvent encore négociés dans les familles, etc.



Un engagement militant est un devoir envers notre communauté, notre peuple et nous devons l'assumer en le dosant par rapport à notre devoir professionnel.



« Sur la criminalisation, nous commençons à croire que nous aurons gain de cause parce que le président de la République est allé dans le sens du vote de la loi. Mais il y a la loi puis il y a son application, il faut que le mouvement de la société civile soit conscient que même avec le vote de la loi il nous faut mettre en place un dispositif de pression extraordinaire pour que les familles dénoncent, qu'elles respectent les droits des enfants qui sont violés, que le droit se dise et que la justice applique. »





Marie Delphine Ndiaye

de droit et de loi

Marie Delphine Ndiaye est juriste de formation, expert fiscal et commercial. C'est l'une des premières à avoir embrassé cette profession dans le pays. Elle est secrétaire générale de l'ordre national des experts du Sénégal, depuis six ans. Cela révèle certainement son tempérament. « La première façon de s'imposer est la compétence et la rigueur » dit-elle d'une voix douce. Elle est issue d'une famille de neuf enfants de parents éducateurs. Comme ses frères et sœurs, elle a suivi un parcours scolaire régulier jusqu'à l'université.

En termes d'engagement, elle a occupé la présidence de l'association des femmes juristes (AJS) pendant sept ans. Actuellement membre de la fondation Cheikh Anta Diop dont la vocation est d'appuyer l'Université de Dakar à promotion l'excellence, et également du conseil d'administration de l'agence pour le développement du marketing social (ADEMAS), qui s'occupe essentiellement du bien-être familial à travers la santé maternelle et infantile, membre de l'observatoire national de la parité. Exerçant une profession libérale, elle assure pourtant être habituée à la combiner avec cette vie associative bien fournie, car elle a acquis sa culture de citoyenneté à l'école où le bénévolat faisait partie des activités extra-scolaires ; puis en adhérant à l'une des premières organisations féminines le Zonta Club. « Je consacre au bénévolat associatif le temps qu'il faut. Je n'ai accepté de prendre certaines responsabilités que quand mes enfants ont grandi ».

Sa première vocation est de travailler sur les textes de loi pour faire évoluer la société. Au sein de l'AJS, les membres cherchent à améliorer le statut juridique de la femme et de l'enfant.

«Par exemple, j'ai joué une part active pour qu'il y ait l'équité fiscale, parce que jusqu'en 2008, la femme sénégalaise, en tant que contribuable, n'était pas considérée comme chef de famille. Ce qui faisait qu'elle avait un nombre de part équivalent à celui d'un célibataire. Cela a fait l'objet d'une longue revendication aussi bien des syndicalistes que des autres femmes comme nous.»

Son métier de juriste en lui faisant constater la condition des femmes sénégalaises, la pousse à adhérer pour participer à la lutte pour une meilleure équité sociale. L'engagement des premières femmes intellectuelles sénégalaises Aminata Sow Fall et Mariama Ba, qu'elle a beaucoup lues, l'ont inspirée et impressionnée. Mais surtout, le parcours à travers le pays de Maïmouna Kane, première femme ministre de la condition féminine à l'époque où elle était en primaire, lui a fait prendre conscience qu'il fallait faire quelque chose pour les femmes.

Marie Delphine Ndiaye se souvient avec ferveur des textes sur lesquels elle a travaillé au sein de cette association : les textes discriminatoires à l'égard des femmes, ceux relatifs à l'avortement et à la criminalisation du viol, à l'accès des femmes à la terre. Elle a beaucoup sillonné le Sénégal pour cette dernière question avec l'AJS. C'est un plaidoyer qui continue pour faire accéder les femmes à ce droit garanti par la constitution mais qui ne leur est pas appliqué, souvent par méconnaissance des femmes elles-mêmes. Pourtant, les femmes du monde rural sont de mieux en mieux informées grâce aux campagnes de sensibilisation. « Le mouvement des femmes s'est beaucoup agrandi et diversifié en termes de catégories sociales. Quand on aura une masse critique, les données changeront. »

A ce niveau, il est important que les jeunes s'engagent parce que les enjeux seront de plus en plus importants. « Le premier est celui de l'autonomisation de la femme qui va la libérer sociologiquement et socialement. » Elle dit être optimiste au vu du chemin parcouru car par les lois, on arrive à stabiliser les acquis sociaux. « Une loi n'est que l'expression de la volonté populaire à un moment donné. » Et un changement de société prend du temps.

“

une loi n'est que l'expression de la volonté populaire à un moment donné.



“

Je consacre au bénévolat associatif le temps qu'il faut. Je n'ai accepté de prendre certaines responsabilités que quand mes enfants ont grandi.

éantes
invisibles

Christiane Agboton Johnson

d'une volonté désarmante

Comment une chirurgienne-dentiste, qui enseignait à l'université de Dakar en est arrivée à s'opposer à la prolifération des armes ?

Fille d'une mère qui fut l'une des premières féministes activistes au Bénin et ayant grandi parmi une fratrie de garçons, Christiane Agboton a été élevée aux questions d'égalité. Très engagée dans le groupe des femmes de son église, elle est choisie, en raison de sa maîtrise de l'anglais, pour assister à une réunion au Ghana, sur la question des armes dans la sous-région.

C'était en septembre 1998 et la première fois qu'elle côtoyât d'aussi près les militaires.

En début 1999, elle s'engage sur les questions de sécurité via une participation d'un atelier à Accra. Le mouvement pour les armes légères en Afrique de l'Ouest (MALAO) fut lancé en s'entourant des bonnes personnes. « C'est ma foi en Dieu qui m'a gardé dans cette cause ... j'estime que c'est Dieu qui est le maître de la vie... il n'y a pas de raison que juste parce que quelqu'un a une arme en mains, il puisse dire je prends la vie d'un autre ». C'est ainsi qu'elle fut amenée à travailler avec les militaires, à aller dans les états-majors et lancer les activités de l'ONG.

Christiane Agboton Johnson se passionne pour cette cause en allant en Casamance et en voyant la réalité à laquelle les personnes étaient confrontées. Même si elle était amenée à rencontrer toutes les parties prenantes (les autorités politiques, les responsables des forces de défense et de sécurité et les civils) ; ce sont les femmes qui étaient aux avant-postes pour travailler sur la prévention des armes légères. « Ce sont ces femmes, qui sont vraiment du terroir, qui pouvaient rencontrer différentes factions, aller à droite et à gauche pour porter le message du fait que ces armes à quoi nous servent-elles ? Nous ne les fabriquons pas, nous nous tuons avec, nous nous endettons, parce qu'une fois qu'on s'est bien tué, qu'on a détruit toutes nos infrastructures, il faut reconstruire. Mais ce sont ceux qui ont fabriqué et vendu des armes, qui vont nous faire des prêts. » Le MALAO a commencé à travailler au niveau local en Casamance et national pour pousser le Sénégal à se doter d'un organe qui s'occupe des armes légères, avant même que la commission nationale, basée au ministère des forces armées, ne soit créée. Ensuite au niveau ouest-africain « On peut dire que c'est à partir de la société civile que la convention de la CEDEAO qui existe maintenant et qui est vraiment un document d'avant-garde, a été conçue, à partir des recommandations de la société civile ».

Les représentations, les voyages s'enchaîneront pour prendre de plus en plus de temps sur son activité professionnelle. Quand en 2008, on lui propose un poste à l'Institut des Nations Unies pour la Recherche pour le Désarmement

“

Ce sont ces femmes, qui sont vraiment du terroir, qui pouvaient rencontrer différentes factions, aller à droite et à gauche pour porter le message du fait que ces armes à quoi nous servent-elles ? Nous ne les fabriquons pas, nous nous tuons avec, nous nous endettons, parce qu'une fois qu'on s'est bien tué, qu'on a détruit toutes nos infrastructures, il faut reconstruire. Mais ce sont ceux qui ont fabriqué et vendu des armes, qui vont nous faire des prêts.



(UNIDIR), à Genève, elle accepte car elle n'avait plus rien à prouver en tant que dentiste.

Elle est fière d'avoir pu faire voter par l'assemblée des Nations Unies un traité pour réguler le commerce des armes, grâce à la documentation apportée par l'institut aux diplomates avant chaque grande réunion de négociation.

Elle revient au Sénégal au bout de quatre années, avec l'idée de créer une structure de recherche. C'est alors qu'elle est appelée par un Général pour participer à la conceptualisation du centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité.

Celui-ci a été institué en 2013 et forme différents acteurs et actrices aux questions de défense et de sécurité. En tant que conseillère, elle a tenu à mettre en place un programme axé sur les femmes car si celles-ci sont d'une grande expertise sur le terrain, on les retrouve peu aux tables de négociation pour la paix.





Madeleine Devès Senghor

de justice et de chefs d'oeuvre

Madeleine Devès Senghor est une digne fille de l'époque senghorienne, car elle évoque avec autant d'intérêt ses anciennes fonctions dans la haute administration sénégalaise que son travail de plasticienne éprise de culture, qui l'a accompagnée toute sa vie.

Juriste de formation spécialisée en droit public, elle faisait partie de la première promotion d'étudiants de l'indépendance, en 1961. La promotion qui devait remplacer les fonctionnaires coloniaux, sur le départ et responsabilisée dès sa sortie de l'université. « On était la génération de la construction nationale. On se voyait comme des maçons au pied d'un mur et il fallait monter les briques. » Les difficultés de parcours qu'elle raconte sont celles de choix personnels qui ont été influencés par le destin personnifié par son père. Car celui-ci s'est opposé à ce qu'elle fasse une carrière internationale de peur de voir sa fille partir dans un étranger violent pour une femme.

Cette maxime de départ, Madeleine Devès l'a appliqué aussi dans sa vie associative. A l'époque de l'université, elle faisait déjà partie de l'Union générale des étudiants d'Afrique Occidentale, qui lui a donné un goût immodéré pour ce milieu. Elle a été parmi les membres fondatrices de l'Association de femmes diplômées des universités (ASFUD). En 1968, alors que le concept de planification familiale n'était pas évident, elles créent l'Association Sénégalaise pour le Bien Être Familial (ASBEF). En 1974, avec d'autres collègues, elle fonde l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS) qui très tôt, a été un organe phare pour faire évoluer le statut de la femme au Sénégal. Ce sont elles qui ont revendiqué auprès des autorités politiques afin de faire modifier les textes dans le sens du renforcement et de la garantie des droits des femmes, mais surtout en droit civil, en droit de la famille, le statut personnel. Elles ont veillé à ce que le Sénégal, en se dotant du code de la famille, puisse garantir une égalité des droits. Ces femmes avaient l'ambition de participer à l'organisation du pays. Madeleine continue à siéger aux conseils consultatifs des différentes organisations. « Tout était à créer à l'époque, mais je continue ».

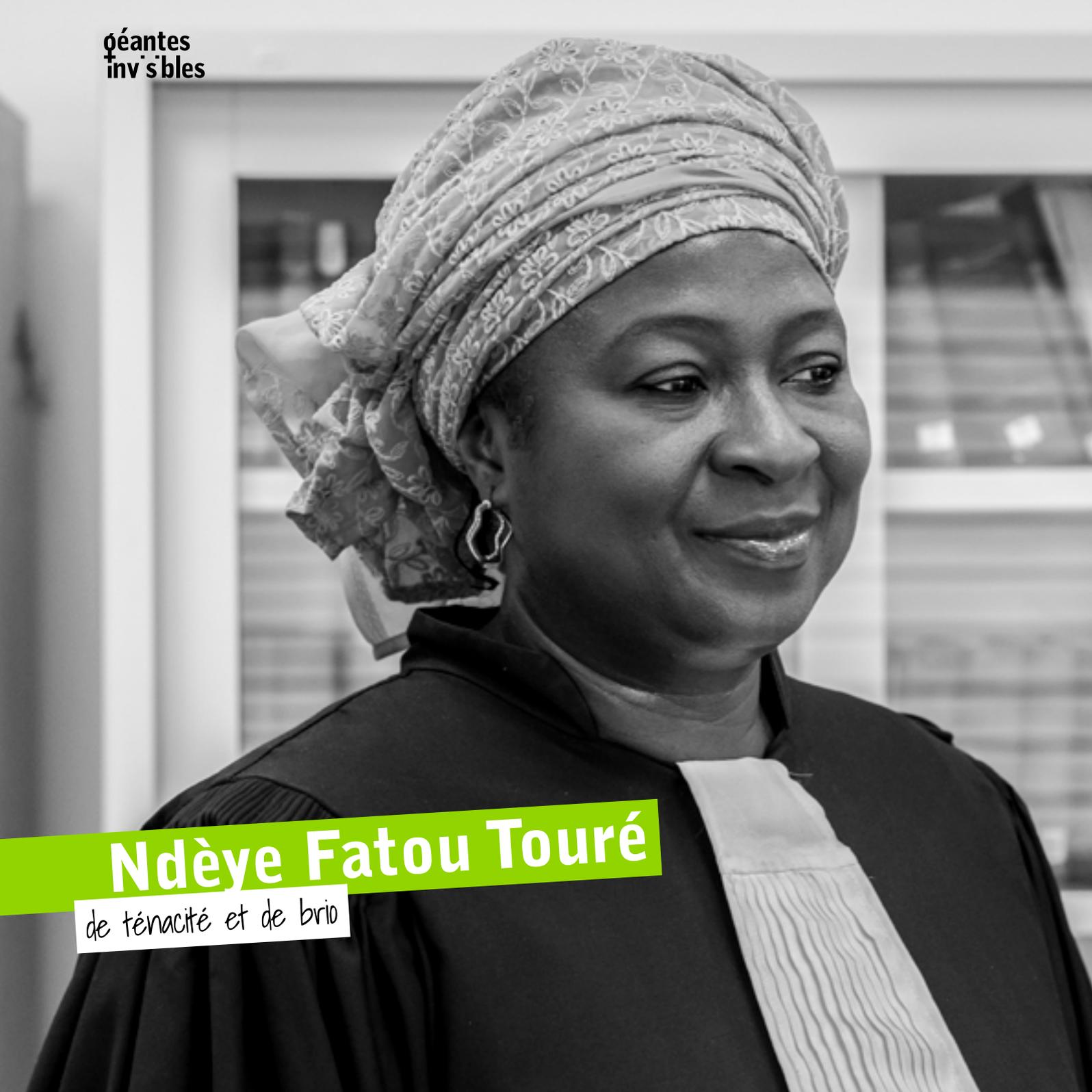
Parallèlement à sa carrière professionnelle et son activité associative, elle s'est consacrée à la création plastique qui occupe une grande place dans sa vie actuelle. Ce travail qu'elle a commencé comme un délassement, elle l'a ensuite développé dans une recherche de formes et de sens. En utilisant l'art, dit féminin, de la couture dans la tradition sénégalaise, elle pose d'une autre façon la question de la place de la femme dans la société.



Madeleine Devès reste au fait des changements sociaux et interpelle l'association sur les cas qui lui tiennent à cœur. Par exemple, quand elle a constaté l'implication de l'argent de la prostitution avec les enfants talibés qui viennent mendier à la sortie des boites de nuit, elle a suggéré à la directrice de la protection de l'enfance de venir constater sur le terrain avec elle. Aussi, pendant deux ans, elle a constitué un dossier sur le viol afin d'établir une typologie de ce phénomène au Sénégal, qui pourrait permettre de mieux l'appréhender. Elle continue à accomplir des missions pour le village d'enfants SOS, dont elle est la trésorière.

“

Tout était à créer à l'époque, mais je continue.



Ndèye Fatou Touré

de ténacité et de brio

L'école a été le moteur de la réussite de Ndèye Fatou Touré, née à Kaolack, au centre du Sénégal, en 1960, dans une famille d'enseignants. « J'étais une jeune fille timide qui ne faisait que travailler. Pendant les vacances, je n'avais d'autre activité que de rester à la maison et lire, écouter de la musique... » A la faveur des affectations de son père, inspecteur du primaire, elle a pu connaître très jeune, différentes régions du pays.

En 1979, Ndèye Fatou entre à l'université. « J'étais passionnée par le droit. Il m'arrivait même de rater des cours magistraux pendant deux jours pour assister à des procès criminels. Et j'en frémissais... » A l'examen, elle fut la seule femme sur plus de cent candidats. De sorte qu'elle eut la chance d'intégrer le cabinet du prestigieux bâtonnier de l'époque Fadilou Diop. Elle y a été initiée au droit des affaires.

En 1985, peu après avoir prêté son serment d'avocate, Ndèye Fatou Touré a ouvert la porte d'abord de l'association des juristes sénégalaises, puis de l'association des jeunes avocats et pris sa carte à Amnesty International. « Je suis profondément féministe d'abord, profondément attachée à la protection des droits des personnes vulnérables. C'est plus fort que moi. Et je suis en même temps contre l'injustice. A chaque fois que je suis devant une injustice flagrante, je suis portée à faire du volontariat pour y mettre fin, quel que soit le sexe de la personne qui est en victime. » En côtoyant des juristes militantes comme Mame Madior Boye, Dior Fall Sow, Habibatou Diallo Guèye, elle a développé son penchant pour la défense des droits humains et des intérêts individuels. Elle se constitue avocate de la défense parfois gratuitement pour fournir une assistance judiciaire à des personnes démunies devant la loi.

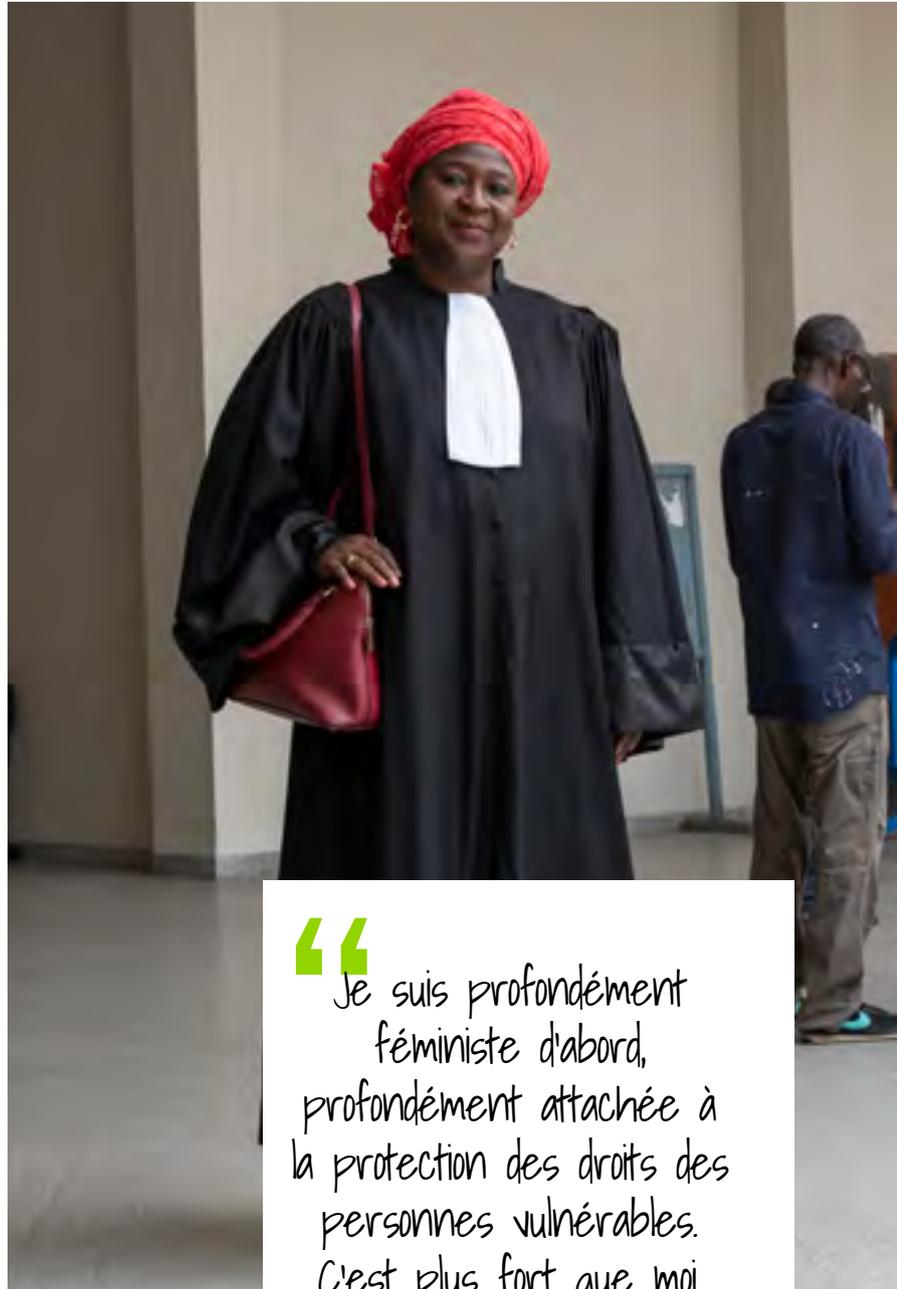
Aussi, elle fait partie de la défense de l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, pour faire respecter le principe d'égal traitement devant la loi des justiciables.

En 2007, Ndèye Fatou Touré est nommée députée à l'Assemblée Nationale pour le mouvement citoyen Tekki conduit par Mamadou Diallo. « Je me suis évertuée à montrer qu'une femme en politique peut faire même mieux que les hommes. Elle doit essayer de répondre aux problèmes des populations. » Elle a également inscrit sa législature sous la défense des droits civils, économiques et sociaux. C'est ainsi qu'elle interpellait sans relâche les différents ministres de l'énergie qui se sont succédés, au cours des cinq années qu'elle a siégé, en se documentant par ses propres moyens à la source et en se formant en matière de loi budgétaire.

Elle fit de même pour les inondations de la banlieue en photographiant, au jour le jour, les villes atteintes par les eaux, sortant de son rôle de juriste pour devenir experte sur des questions techniques. Elle avait en tête d'assurer le contrôle

des institutions pour le compte des populations. Elle a aussi veillé sur les droits humains en s'occupant par exemple de l'engorgement des prisons. Elle saisit le ministre de la justice après une tournée des établissements pénitenciers de cinq régions pour lui implorer de libérer les cas de détention provisoire de longue durée. En prenant partie à la politique elle voulait aussi qu'on prenne en compte la spécificité des femmes dans le budget des politiques publiques. Au bout de cinq années, elle a préféré retourner à sa vie professionnelle pour aider les populations à faire valoir leurs droits. Car les batailles politiques l'éloignaient de son objectif d'être au service des populations.

Depuis lors, Ndèye Fatou a multiplié les certificats : elle détient cinq certificats décernés par l'institut international des droits de l'Homme de Strasbourg, la fondation René Cassin, pour être prête à intervenir dans les mécanismes de justice africains de défense des droits de l'homme.



“ Je suis profondément féministe d'abord, profondément attachée à la protection des droits des personnes vulnérables. C'est plus fort que moi.

« Les changements dans le monde et dans la société ont toujours été réalisés par des minorités qui ont mis à l'épreuve ce qu'on leur servait simplement, et qu'elles ne jugeaient pas digne de respect. »

Deutsche Meisterschaft, 1969
(**Heinrich Böll**: Werke. Kölner Ausgabe. vol. 16, p. 76)

Coumba Touré

avec ses propres mots

Coordonnatrice du mouvement
panafricain Africans Rising

C'est un mouvement de solidarité qui relie des africains sur le continent et dans la diaspora pour la dignité, la paix et la justice de tous les africains. En tant africain, nous avons une histoire commune, un présent aussi commun. Il y a beaucoup de différences mais il y a beaucoup de similarités par rapport à nos problèmes. « Et donc en construisant une solidarité, en apprenant les uns des autres et surtout en se soutenant les uns les autres, on peut changer les choses ».

Je suis féministe et donc engag e pour la défense des droits des femmes. Et  a c'est un engagement constant que je transporte un peu partout dans les différentes organisations avec lesquelles je travaille.

Pendant des années, j'ai sillonné l'Afrique de l'Ouest et même à travers le monde pour rechercher des personnes avec des idées nouvelles et qui apportent des changements importants dans leur société. Et un des moments marquants reste la rencontre avec les mouvements de femmes et le féminisme. Des gens comme Binta Sarr aujourd'hui qui est d c d e, l'engagement à ses côtés contre la violence faite aux femmes. La conférence de Beijing en 1995 où j'ai été très jeune aussi et où j'ai rencontré toutes ces femmes du monde entier. C'est vraiment, ce qui a cristallis e peut-être mon engagement que j'avais déjà. Aussi mes visites, ma première visite aux Etats-Unis en 1996, où je suis all e grâce à l'institut pour l'éducation populaire et directement au Sud des Etats-Unis   Selma Alabama et où j'ai fait le tour et rencontré des personnes qui étaient engag es dans les mouvements des droits civiques, des gens dont on parle dans les livres comme Rosa Parks, la femme de Martin Luther King, les gens qui ont travaillé avec lui directement comme Siti Vivien, Bop Mozang. Des gens qui ont fait la stratégie des mouvements des droits civiques, des formations sur les questions



de résistances non violentes. (...) Je pense que tout cela a vraiment contribué à ce que je suis. C'est ce qu'on prend des autres qui fait de nous ce que nous sommes.

Mon identité est multiple, elle est africaine, elle est femme. Et ces identités portent souvent la raison de mon combat et la raison du changement parce qu'aujourd'hui quand on est africain et qu'on n'a qu'un passeport d'un pays africain, il est clair qu'on est limité même dans notre mobilité.

Les perceptions de ce qui on est, ce qu'on peut faire ou pas. Le plus simple, c'est quand on va assez loin dans les études. Pour faire des études, un bac C, faire des mathématiques etc. même à cette époque, c'était des idées du genre : est-ce que ce n'est pas trop compliqué pour une fille, pour une femme... Des choses qui n'ont rien à voir avec le fait d'être femme ou pas. Donc, je ne vois pas en quoi avoir un pénis change, ce qu'on peut faire dans les mathématiques. On est obligé de montrer aux autres, ce qui est possible et ce qu'on peut faire. Et je dois dire que je l'ai fait pendant un temps. Mais plus on avance, plus on est à l'aise avec soi-même, moins on a besoin de prouver.

Pourquoi les Géantes invisibles ?

Faya Rose Touré est la première personne qui a attiré mon attention sur les Géantes invisibles, sur l'invisibilité des femmes. Elle disait que dans les mouvements des droits civiques, quand on cite et quand on parle des moments et qui a fait quoi. Les noms que les gens connaissent à travers le monde c'est Martin Luther King etc. mais elle disait que dans ce mouvement-là, il y avait des femmes que souvent les gens ne parlent pas et qui faisaient autant pour les droits des africains aux Etats-Unis. Et elle avait

commencé cette commémoration, à inviter des femmes pour organiser une petite célébration où elle disait que ces femmes-là ont fait des choses. Ce sont des Géantes même si elles sont invisibles, même si les gens ne les citent pas. Et petit à petit je me suis dit de la même façon que dans les mouvements passés, il y a eu des gens qui ont fait pleins de choses et qui aujourd'hui leurs noms sont effacés des livres.

Dans les mouvements présents et les activités d'aujourd'hui, il y a des femmes qui font des choses. Et si on ne le fait pas maintenant, au lieu d'attendre jusqu'à ce que les mouvements soient passés, quelqu'un doit aller rechercher et retrouver « qui a fait quoi ». Je me suis dit que je vais faire la célébration des Géantes invisibles, les femmes vivantes maintenant et qui font des choses dans les mouvements maintenant, pour laisser des traces demain de ces femmes qui ont apporté des changements dans le domaine de l'environnement, dans le domaine politique, dans le domaine du business, dans le domaine des femmes etc.

Des conseils en tant que Géante à la jeune génération.

Il y a beaucoup de jeunes qui m'inspirent beaucoup et peut être chez eux et elles, je pourrai apprendre et prendre des conseils. Donc, je me dis que pour des jeunes ou pour des plus âgé-es, le seul message c'est de vivre par l'exemple et l'action. Il faut agir. Le but n'est pas d'y arriver mais d'y faire sa part pour soutenir ceux qui font les actions pour le changement. On n'a pas les mêmes capacités mais on peut toutes et tous contribuer et chacun de manière différente (donner ses idées, son temps, sa contribution financière) chacune et chacun de nous a quelque chose à donner.

géantes
inv'sibles



Nd ye Marie Thiam
de pacifisme

Ndeye Marie Diédhiou, veuve Thiam, est coordinatrice de la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance.

Cette enseignante qui a exercé pendant 25 ans, raconte avoir grandi dans les mouvements de jeunesse catholique dès son adolescence. Dans le cadre professionnel, elle est devenue syndicaliste dans l'enseignement privé catholique et a adhéré aux mouvements féminins. « Je suis membre de pratiquement de toutes les organisations de femmes qui existent en Casamance, de beaucoup tout au moins. Mais, c'est un avantage ou inconvénient, je ne me suis jamais lancée en politique. » D'après elle, c'est ce profil qui en faisait la candidate, pour diriger cette plateforme qui regroupe les organisations de toutes obédiences confondues.

Traditionnellement, la femme casamançaise a le droit d'intervenir dans la prévention et la gestion des conflits, entre les villages, entre les communautés. Dans leur famille, elles régulent les tensions. Les femmes sont importantes dans la résolution du conflit, car elles ont pris la décision avec les hommes d'aller à la guerre. C'est dans les années 1990, quand elles constatèrent qu'elles et leurs enfants étaient les principales victimes, qu'elles ont donné une autre forme à leur action. La plateforme des femmes pour la paix en Casamance a été créée en 2010 à l'initiative de deux organisations qui s'activaient dans la recherche de la paix. Dans le but de faire le bilan des activités des femmes dans la recherche de la paix, elles ont convoqué toutes les organisations de femmes de la Casamance. Ce comité de réflexion a eu l'idée de se constituer en cette organisation qui regroupe 170 associations de femmes, en travaillant sur le bilan de la résolution du Conseil de sécurité 1325, qui souligne l'importance d'une pleine participation des femmes au maintien de la paix.

Les activités de la plateforme comprennent une assistance aux victimes de conflits armés, l'organisation de rencontres et de dialogue avec les différentes parties prenantes, des campagnes pour la signature des carnets de pétition demandant l'implication des populations dans la recherche de la paix. En 2019, elles ont rencontré quatre des cinq candidats à l'élection présidentielle. Elles ont fait également des consultations publiques au niveau des neuf départements de la Casamance qui ont permis de relever leurs préoccupations en fonction de leur zone d'habitation. Après ces consultations et après avoir rencontré d'autres organisations observatrices de la crise, elles ont émis un livre blanc à destination du Président de la République qu'il leur reste à rencontrer. Elle a bon espoir d'aller vers une paix durable. « Cette accalmie que nous connaissons depuis des années, est le moment favorable pour des négociations. Il faut le saisir pour les commencer ».

“

Cette accalmie que nous connaissons depuis des années,
est le moment favorable pour des négociations.
Il faut le saisir pour les commencer



géantes
inv'sibles

Tiné Ndoye

des terres et de bravour

Tiné Ndoye est agricultrice et présidente du Réseau National des femmes Rurales du Sénégal (RNFS) et membre du conseil économique, social et Environnemental.

Née à Rufisque, elle a été scolarisée jusqu'en classe de troisième secondaire, au niveau du BFEM. Elle a suivi une formation en comptabilité, à Dakar, où elle a obtenu un diplôme de teneur de livre. Ensuite, alors qu'elle cherchait un travail son père l'a donné en mariage à son neveu, cultivateur dans le village de Mbawane, situé dans la zone des Niayes.

Comme la majorité des femmes du village, elle allait faire les récoltes dans les champs du mari, amener son repas, chercher le bois. Ses débuts sont difficiles mais l'exemple des autres femmes l'encourage. « J'ai trouvé dans ce village des femmes plus braves que moi ». Mais alors que les moyens de production relevaient de la compétence des hommes, en tant que polygames ils ne pouvaient pas assurer les dépenses quotidiennes de manière suffisante à toutes leurs épouses. Celles-ci étaient obligées d'essayer de compléter leurs revenus. Entrevoquant les possibilités de rendement de ce travail agricole, Tiné Ndoye essaie de les organiser en groupe. « Nous travaillions dans les groupes, mais nous n'avions pas de champs ». C'est au vu de cette situation qu'elle commence à sensibiliser les hommes et les femmes du village à la nécessité de leur céder un petit lopin de terre.

L'ONG Enda Pronat qui intervient dans la zone des Niayes pour initier les fermiers aux techniques de production agro-écologiques, respectueuses de l'environnement et de la santé, les a encadrées. A force de travail, elle a petit à petit gagné la confiance des maris qui ont cédé des lopins de terre à leurs femmes. D'autres organisations, telles l'Association des Juristes Sénégalaises, sont venues renforcer la sensibilisation pour les aider à faire valoir leurs droits pour accéder à la terre.



“ J'ai trouvé dans ce village
des femmes plus braves
que moi.

Elle a su s'entourer et chercher les compétences pour faire évoluer son entreprise. Elle a pu ainsi remplacer son mari quand il est devenu trop vieux pour exploiter son champ. « Je suis devenue entrepreneur au fur et à mesure. J'aidais mon mari dans les champs ». Après avoir monté le premier groupement, membre de la Fédération des agropasteurs de Diender, elle est devenue présidente du réseau national de femmes rurales (RNFR/S) qui regroupe 33 villes sur le territoire sénégalais. A travers ce réseau, elle fait le tour du Sénégal pour défendre l'accès des femmes au foncier. « L'islam n'a pas dit que les femmes ne doivent pas accéder à la terre, il a bien dit que quand le père ou le mari part dans tout ce qu'il laisse, lorsque l'homme a deux, la femme a une part ».

généralistes
invisibles



Penda Seck Diouf

de tolérance et de dignité pour les femmes

Penda Seck Diouf est la présidente du comité de lutte contre les violences faites aux femmes (CLVF) et présidente nationale de la plateforme de veille pour la paix et la sécurité Ètu Jamm.

Déjà enfant, elle était sensible aux injustices fréquentes dans son école ou son quartier « très jeune j'ai assisté à des scènes d'injustice à l'école où les enfants peuvent être victimes de violences et de violations de leurs droits ... on ne restait pas un mois sans entendre des femmes crier dans leur maison pour appeler à l'aide parce qu'elles sont victimes de violences conjugales ». Aussi, elle oriente ses études de sociologie sur les techniques de documentation basées sur le genre.

En 1995, Penda Seck Diouf crée l'association Nénuphar qui lutte contre la drogue chez les femmes, inspirée par l'expérience d'une voisine très proche qui avait abandonné le collège après avoir été initiée à la drogue par des personnes plus âgées. Elle en garde le souvenir que la réaction de l'entourage fut de répondre par les coups à une situation d'addiction inconnue alors. Son association s'investit particulièrement sur les violences dont sont victimes les femmes impliquées dans les activités liées à la toxicomanie. « Une femme usagère est souvent marginalisée, chassée de son domicile et laissée à la rue, à la merci de toutes formes de violences. C'est la seule organisation de ce type au Sénégal, car ce problème social reste encore tabou et n'est traité généralement que de manière répressive ».

« Généralement les violences basées sur le genre ont comme soubassement la drogue ».

C'est sous la bannière de son association Nénuphar que Penda Seck Diouf chapeaute la plateforme de veille pour la paix et la sécurité (Ètu Jamm) qui regroupe 50 organisations de la société civile, intervenant selon leur spécificité. Ce réseau est un organe de pacification qui s'occupe des femmes victimes de violences de manière spécifique dans des activités économiques et sociales. « Ètu Jamm » travaille particulièrement sur les violences pendant les périodes électorales, en recevant les femmes dans les salles de veille permanente. Pendant la période électorale 2019, « Ètu Jamm » a alerté et dénoncé les violences subies en faisant des déclarations dans les médias et en émettant un rapport relayé aux autorités. Le réseau a attiré l'attention sur les défauts du leadership féminin en politique : pourquoi les femmes sont écartées de la scène politique, les discriminations à leur encontre.

En 1997, le comité de lutte contre les violences faites aux femmes (CLVF) naît lorsque des organisations féminines s'organisent pour soutenir et accompagner les femmes victimes de violence conjugale à la suite d'un fait divers très



“ La violence ne peut pas construire une société, même s'il n'y a pas de société sans violence. La violence basée sur le genre est une violation des droits fondamentaux d'une personne, une atteinte à l'égalité.

médiatisé. Penda Seck Diouf en assure la présidence depuis sept ans. Le CLVF est représenté dans douze régions du Sénégal à travers des antennes régionales qui reçoivent les femmes et travaillent en synergie avec les services déconcentrés, médicaux et juridiques en lien avec le ministère de la femme et d'autres partenaires. Il est incontournable parce que il y a une récurrence de ce type de violence. Les pires formes de violences se passent dans la sphère familiale : pédophilie, viol, inceste, coups et blessures.

«La violence ne peut pas construire une société, même s'il n'y a pas de société sans violence. La violence basée sur le genre est une violation des droits fondamentaux d'une personne, une atteinte à l'égalité».

généantes
invisibles

Mame Penda Ba

de science et de pragmatisme

Mame Penda Ba, professeure - chercheuse à l'université Gaston Berger de Saint-Louis, est la première femme agrégée de science politique au Sénégal. Elle est directrice du laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs d'Afrique et diasporas (LASPAD).

Les sciences politiques répondent pour Mame Penda Ba à un besoin de penser les questions fondamentales telles que : « Comment nos sociétés en dépit des chocs extrêmement forts et puissants, ne perdent pas fondamentalement le souvenir de ce qu'elles ont été, tout en ayant à faire face à l'étranger et en le transformant en endogène ? »

Agée de 41 ans, cette mère de trois enfants se réclame de Saint-Louis quoiqu'ayant vécu ailleurs. Mame Penda Ba est née à Dakar, où ses parents fonctionnaires étaient affectés et y a fait ses études. Après son bac, elle est allée faire deux classes préparatoires – philosophie et lettres - en France. Ce choix élitiste lui a permis de continuer ses études en science politique avant d'obtenir son doctorat à Sciences Po Paris.

Depuis 2011, elle est agrégée en science politique du CAMES. Elle est actuellement directrice adjointe de la faculté de droit et science politique à l'université de Saint-Louis.

Mame Penda Ba fait partie de la petite communauté des politistes locaux qui cherchent à africaniser le contenu de leurs enseignements. Ceux-ci travaillent aussi à partir des ressources du prestigieux Centre d'études linguistiques et historiques par tradition orale (CELHTO) basé au Niger, pour remonter très loin dans l'histoire des idées politiques. Pour elle, le rôle de l'université africaine à ce niveau est de « donner voix et présence à des auteurs africains inattendus à côté d'autres plus classiques ».

Sa volonté de penser les sociétés a conduit à la création du laboratoire d'analyse des sociétés d'Afrique – Diasporas (LASPAD), qui existe depuis cinq années. Dès le départ, sa caractéristique est une pensée pluridisciplinaire qui vise la transdisciplinarité.

Il a été fondé avec deux autres universitaires en réunissant leurs trois domaines : économie, anthropologie - histoire et sciences politiques. Pour produire des concepts nouveaux, « nous voulions réfléchir sur les sociétés africaines et sur la nature des pouvoirs (niveau local, national, international) à partir des sciences sociales en général », mais aussi des sciences dures (mathématique, informatique, etc.). En transcendant les clivages classiques des disciplines, ce très jeune laboratoire produit une recherche collective qui permet d'avoir des résultats inscrits dans un monde en évolution constante.



Ces sociétés vont se transformer de façon accélérée. Et nous, les Africains, sommes obligés de réfléchir sur le type de société humaine qui est train de se mettre en place. A travers la question technologique, on retrouve le questionnement philosophique, anthropologique, économique.

« Ces sociétés vont se transformer de façon accélérée. Et nous, les Africains, sommes obligés de réfléchir sur le type de société humaine qui est train de se mettre en place. A travers la question technologique, on retrouve le questionnement philosophique, anthropologique, économique. »

Toujours prête à changer de perspective cette enseignante-chercheuse intègre une forme de perplexité, de doute et de circonspection dans sa méthodologie avec les étudiants. Par exemple dans l'étude de la Démocratie : « dans ce travail de perfectionnement de ce régime proposé par des hommes, l'Afrique et surtout la jeunesse africaine a quelque chose à dire. C'est peut-être dans la richesse de nos cultures qu'on va trouver de quoi dépasser les tensions qui existent dans ce régime ». C'est ainsi qu'elle voudrait faire de l'Université sénégalaise, une université qui se penche sur les préoccupations des populations en poussant la recherche vers des études de terrain pour trouver des solutions concrètes.

géantes
invisibles

Binta Sarr

de solidarité et d'une ferveur éternelle

Binta Sarr, c'est l'histoire d'une solidarité féminine qui dure. Elle dirigeait la section féminine de l'association « Magg Daan » dans son quartier tout en occupant la fonction de responsable régionale de l'hydraulique dans la fonction publique. Les jeunes femmes de la section féminine de cette organisation ont créé l'APROFES en 1988, après avoir mené des réflexions pour mettre en place une structure autonome formée uniquement de femmes, ayant pour rôle de relever les défis de l'autonomisation économique des femmes et aussi de promouvoir leurs droits.

Le groupe a cheminé jusqu'aux années 2000 où l'association a reçu l'agrément pour devenir une ONG. Pour l'APROFES qui travaille surtout sur les droits des femmes, pour la promotion du leadership et l'accès des femmes aux instances de décision, il est toujours difficile de trouver des financements.

Elle est Présidente du conseil d'administration de l'Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise (APROFES). Selon Mme Ndao, directrice des mutuelles de crédit APROFES TERANGA, c'est la profondeur de son engagement féministe qui l'a fait choisir de poursuivre le projet associatif plutôt que de rester dans l'administration.

L'association gérée uniquement par des femmes, intervient à travers trente-cinq villages de la région de Kaolack dans des projets comprenant des classes d'alphabétisation, la construction de latrines, des programmes agricoles pour assurer la sécurité alimentaire, des causeries de sensibilisation sur les droits de la femme.

En outre, l'ONG dispose de deux mutuelles de santé et de crédit ainsi qu'un point d'écoute pour les femmes victimes de violences. Cette association œuvrant pour la promotion de la femme sénégalaise est née du constat selon lequel les femmes rencontrent des difficultés non seulement dans la jouissance de leurs droits mais également dans l'accès aux postes de responsabilité.

Binta Sarr affirme que sans la participation des femmes, le Sénégal ne pourra pas évoluer, se développer, car les femmes représentent la moitié de la population (51%). C'est pourquoi, il est important qu'elles puissent prendre des responsabilités dans les institutions étatiques.

Malgré l'avènement de la loi sur la parité votée en 2010, cette disposition n'est toujours pas effective. A titre d'illustration, aujourd'hui, les femmes ont accès aux conseils municipaux, mais ne siègent pas dans leur bureau.

Les femmes élues à des postes électifs doivent travailler pour l'intérêt de la communauté en tenant compte des intérêts des hommes et des femmes et pas seulement ceux des partis politiques. Leur premier rôle est quand même de pousser à faire respecter les intérêts des femmes car en général celles-ci sont les plus marginalisées.

Binta Sarr, originaire de Kaolack, est une femme d'une soixantaine toujours active malgré des problèmes de santé. Elle continue à aller sur le terrain surtout lors des conférences et des formations. Elle est très respectée par sa communauté et même en dehors, grâce aux résultats qu'elle a obtenus. Membre de la société civile elle a siégé au comité citoyen des assises nationales de 2012 pour la région de Kaolack. Elle reste attachée à l'action citoyenne, car, pour elle, les partis politiques ne répondent pas à ses aspirations.



Voix invisible

Africans Rising

For Justice, Peace & Dignity

Africans Rising is a Pan-African movement of people and organisations, working for peace, justice and dignity. We are determined to foster an Africa-wide solidarity and unity of purpose of the Peoples of Africa to build the Future we want – a right to peace, social inclusion and shared prosperity.

Africans Rising amplifies broad demands connecting struggles, building solidarity & cooperation within & amongst campaigns for social, economic, environmental and gender justice. We do this with movements, people, civil society organisations, governments, artists, business, and others – based on our shared support for the Kilimanjaro Declaration.

océantes
invisibles



Fatime Faye

de liberté et de savoir

Éprise de liberté, Fatime Faye s'est installée depuis 15 ans, dans le petit village lébou de Toubab Dialaw.

Ce goût pour la liberté est né à Gorée où elle a passé son enfance : courir en short à travers toute l'île, en faire le tour à la nage, partir des heures sans que ses parents ne sachent exactement où elle se trouvait. C'était la vie au village : tout le monde se connaissait et donc jetait un œil sur les enfants des uns et des autres. Son déménagement sur le continent pour poursuivre le lycée, a coïncidé avec le sentiment de souffrance de la perte de cette liberté. Depuis elle a toujours remis en question le conformisme de la société, les codes qui contraignent la femme particulièrement. Sa vie de femme est à l'image de son enfance, chaotique, dans cette volonté de repousser les carcans.

Féministe engagée, elle regroupe les femmes autour d'activités formatrices qui sont des prétextes pour renforcer la solidarité entre elles. Sa maison les accueille pour réaliser des travaux collectifs. Le premier atelier d'alphabétisation a eu lieu dans son garage, il y a huit ans. Elle fait appel à des personnes de son entourage qui peuvent partager un savoir-faire qui leur sera utile. Elles peuvent aussi s'y réfugier quand elles veulent se reposer ou se soustraire temporairement aux problèmes familiaux. C'est ainsi, à petits pas qu'elle renforce leur empowerment. La tâche n'est pas aisée car les femmes sont engluées dans leur routine ménagère.

Elle a également mis en place un programme de maintien des jeunes filles à l'école, quand celles-ci rencontrent des difficultés. Pour ce faire, elle identifie les dix meilleures élèves via un ami instituteur afin d'inciter les autres à suivre leur exemple. En 2018, des jeunes filles qu'elle suit depuis la sixième, décroche le bac. Fatime Faye finance ce programme en fonction des revenus qu'elle a eu dans l'année, ou en sollicitant des personnes bienfaitrices de son entourage.

Elle semble avoir mis une partie de sa vie au service des projets de solidarité car elle est aussi membre de plusieurs associations qui développent des projets de lutte pour les droits civils et de solidarité.

Ses espoirs pour les élections présidentielles de 2018 étaient que « Ce serait une bonne chose pour ce pays qu'il y ait une candidate valable qui aille très loin dans cette élection, au-delà du premier tour ; et le mieux serait qu'elle gagne les élections. Cela ferait du bien aux femmes. Car bien que celles-ci soient impliquées politiquement, elles n'écopent que des seconds rôles. Cela encouragerait les femmes à prendre le leadership, et boosterait leur participation dans la chose publique ».



“

Ce serait une bonne chose pour ce pays qu'il y ait une candidate valable qui aille très loin dans cette élection, au-delà du premier tour ; et le mieux serait qu'elle gagne les élections. Cela ferait du bien aux femmes. Car bien que celles-ci soient impliquées politiquement, elles n'écopent que des seconds rôles. Cela encouragerait les femmes à prendre le leadership, et boosterait leur participation dans la chose publique



géantes
invisibles

Hulo Guillabert

de volonté et de protection des enfants

Hulo Guillabert coordonne le collectif d'associations « Stop à la Mendicité des Enfants » qui mène un combat pour le respect des droits des enfants. C'est en 2011 qu'elle a pris conscience qu'elle devait réellement s'engager pour l'Afrique. Les réseaux sociaux donnaient l'opportunité d'avoir une résonance internationale. Elle s'est connectée en lançant pendant deux ans la revue des Bonnes Nouvelles d'Afrique, pour « se débarrasser des égrégories négatifs » à travers lesquels on perçoit l'Afrique.

Elle vit actuellement à Toubab Dialaw, où elle s'est installée à l'instigation des amies habitant non loin. Cette écrivaine, éditrice, activiste panafricaine a abandonné une carrière de consultante dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) pour revenir s'installer dans son pays de naissance et mener ce combat politique qui lui tient à cœur depuis toujours, même lorsqu'elle vivait hors du Sénégal. Pendant les trente années qu'elle a vécu à l'extérieur, les enfants mendiants lui restaient en mémoire « Je ne pouvais pas oublier, j'avais cela en moi qui était comme une plaie qui ne peut pas guérir ». Elle est revenue par amour pour l'Afrique et de ses racines.

Elle se définit comme quelqu'un qui se bat afin que l'État puisse trouver des solutions au problème des enfants dans les rues. Une approche de la lutte pour la protection de l'enfance qui change radicalement de celle des associations qui viennent en aide aux enfants sur le terrain. Car pour elle, seul l'État a les moyens législatifs d'appliquer des actions sur tout le territoire et dans la durée. C'est pourquoi, elle se définit comme une citoyenne qui interroge ses gouvernants sur les problèmes sociaux.

Ce collectif est constitué de plusieurs associations différentes qui se sont réunies devant le constat qu'elles étaient dépassées par l'augmentation du nombre d'enfants dans les rues. Ainsi, le collectif a décidé de s'exonérer des financements extérieurs pour garder une ligne d'action claire et indépendante, pour montrer aussi que les sénégalais peuvent s'organiser pour dénoncer eux-mêmes leurs problèmes.

Quand elle a commencé cette lutte en 2013, au Sénégal, le collectif « Stop à la Mendicité des enfants » a apporté une grande avancée dans le changement des mentalités parce qu'il dénonçait ouvertement ce fait. Avant, c'était une sorte de tabou, religieux notamment. Personne n'osait dire ouvertement que les exploiters et maltraitants des enfants «sont des criminels qu'il faut enfermer». Au début, le collectif recevait des insultes provenant de tout le monde sur les réseaux sociaux. Maintenant une bonne partie de la population se rend compte qu'il y a des abus et leur discours a changé.

Au regard des violences faites aux enfants, le collectif dirigé par Hulo Guillabert reste très mobilisé en organisant deux grandes manifestations par an. La virulence et la pugnacité de Hulo Guillabert, qui ont grandement alimenté la visibilité des campagnes sur les réseaux sociaux et dans les médias, en ont fait l'incarnation même de cette lutte. C'est ainsi qu'elle a pu fédérer de nombreuses personnes pour la cause. « Cette volonté de tout faire soi-même et assumer ses responsabilités. C'était un homme de poigne avec de belles valeurs. Nous en avons peur mais en même temps, il laissait la place à la contestation ».

“ Je ne pouvais pas oublier, j'avais cela en moi qui était comme une plaie qui ne peut pas guérir.



“ Cette volonté de tout faire soi-même et assumer ses responsabilités. C'était un homme de poigne avec de belles valeurs. Nous en avons peur mais en même temps, il laissait la place à la contestation.

géantes
invisibles



Kathy Ndione

de nature et de persévérance

Comme de nombreux groupements de femmes, celui pour la protection de la nature de Popenguine, s'est développé autour d'une activité économique, qui permet à ses membres de subvenir à leurs besoins. Les femmes interviennent dans la réserve naturelle de Thioupam de façon bénévole, en coordination avec la direction des parcs nationaux. Elles ont construit en bordure, un campement touristique « Kër Cupaam », qui leur assure un revenu. Sept femmes y travaillent quotidiennement, mais depuis la crise du tourisme au Sénégal et que la zone se couvre de villas, leur revenu a diminué. Ce qui marque la spécificité de cette initiative, c'est le succès de la solidarité et de l'organisation de ces femmes qui dure depuis 30 ans autour de la préservation de l'environnement. Kathy Ndione, refuse de révéler les critères qui font d'elle la présidente, car elle se considère comme membre simple du groupement.

Ce groupement existe depuis 1988, quand les parcs nationaux se sont installés pour préserver la zone, afin de régénérer la brousse. La réserve de Thioupam est d'une superficie de douze hectares et couvre huit villages. Les femmes ont offert leurs services pour participer dans la réhabilitation de la brousse car elles étaient sensibles aux enseignements sur la gestion de l'environnement, en tant que premières utilisatrices du site. Ce sont elles qui y allaient quotidiennement pour chercher le bois de chauffe et constataient le déboisement du site. De plus, la transformation des produits halieutiques qui les faisait vivre s'épuisait. Aujourd'hui, il n'y a plus de poissons à fumer à Popenguine.

A l'époque, les hommes partaient à la pêche et cultivaient des champs d'arachide et de mil. Les femmes s'entraidaient par groupe de deux. Quand l'une partait vendre le poisson, une autre restait à la maison pour faire la cuisine, arroser les plantations d'arachides et fumer le poisson.

Avec les parcs nationaux, les femmes du collectif apprennent le maraîchage et cultivent des légumes dans la réserve, qu'elles vendaient aux vacanciers du dimanche. Leur première activité fut d'apprendre à planter, faire des pépinières. Elles firent des plans d'arbres fruitiers et d'arbres forestiers. Les premiers étaient destinés à la vente, les seconds à replanter dans la réserve. Ces revenus et l'aide de la Fondation Nicolas Hulot, leur permit d'équiper le campement de cinq cases et d'un restaurant, en 1990. Ce sont ces premiers résultats concrets qui convainquirent leurs maris de les laisser y travailler. Avant cela, les mauvaises langues disaient qu'elles se dévergondaient dans la réserve et les disputes de couple étaient fréquentes. Mère de sept enfants, Kathy a persévéré dans le travail à la réserve.

Aujourd'hui, ces activités ont diminué, car l'activité rémunératrice du campement est menacée : les pépinières sont pillées par les animaux (singes de la réserve et chèvres des voisins). Elles cherchent des moyens de renouveler leur activité.

Elles aident à tracer les sentiers, faire des pare-feux pour éviter les feux de brousse. Surtout, elles transmettent aux enfants, le goût pour la nature en accomplissant ces tâches avec eux lors de sorties scolaires.

Mon vœu est de tout faire pour que mes enfants retrouvent la terre telle que je l'ai connue. Avec les jeunes déscolarisés, elles ont créé un corps de volontaires qui les aide à nettoyer la plage.



““

Mon vœu est de tout faire pour que mes enfants retrouvent la terre telle que je l'ai connue.



géantes
invisibles

Fatou Samba

de transformation et de croissance

Elle s'est engagée pour lutter contre les problèmes environnementaux qui affectent sa localité. Dans la région, beaucoup de projets économiques et industriels affectent négativement l'hygiène de vie de la population. Ce sont les associations de femmes qui se sont constituées en contrepouvoir pour temporiser la mise en œuvre de la centrale à charbon qui menace le site.

L'association regroupe plus de douze présidentes de zone, car le site de transformation est très étendu et il s'agrandit chaque année. C'est une activité primordiale pour les familles. Car bien souvent c'est la principale source de revenu, quand le mari pêcheur est à la retraite ou qu'il n'y pas de jeune garçon assurant la relève. La vie est difficile car les saisons de pêche sont aléatoires et le poisson se fait rare. En 2015, lors du blocage des frontières au cause du virus Ebola, elle a perdu toute sa production et la croissance de son entreprise a été arrêtée.

Cette femme d'une cinquantaine d'années, mère de six enfants travaille depuis qu'elle a quitté l'école secondaire. Comme toutes à Bargny, elle commence sa journée de travail très tôt en pleine saison de pêche. Partie depuis la veille, la pirogue familiale est signalée aux environs de Joal à 7 heures. Elle vient l'attendre vers 8 heures. Elle n'a pas pu acheter beaucoup de poissons le jour précédent, dans les autres pirogues, car les pêcheurs vendent en priorité aux membres de leur famille. Ensuite, elle se rend sur le site de transformation pour contrôler le travail de ses aides. C'est là aussi qu'elle rencontre les acheteurs.

Fatou a voulu un temps s'engager comme politicienne. Elle est devenue conseillère municipale. « Le jeu politique, veut que l'on mente et triche. Je préfère la lutte sociale pour l'intérêt de ma communauté. »

Pendant les élections présidentielles de 2019, elle constate que les femmes ont été écartées des candidatures. Quand elles sont membres de partis, elles sont reléguées au second plan. Et pour fonder leur propre parti, il leur faudrait avoir beaucoup d'argent, pour le distribuer aux nécessiteux.



“

Le jeu politique, veut que l'on mente et triche.
Je préfère la lutte sociale pour l'intérêt de ma
communauté.

éantes
inv'sibles

Astou Diop Diagne

d'équité et d'égalité

Diplômée d'une maîtrise en Sciences Economiques de l'Université de la Sorbonne à Paris et d'un Master en Gestion de projet de l'Université du Québec à Montréal, Astou Diop est rentrée au Sénégal pour intégrer le Ministère du Plan où elle fit ses premiers pas en tant que technicienne du développement. C'est là qu'elle a acquis les qualités professionnelles qui sont les siennes, encore aujourd'hui, en l'occurrence l'organisation et la méthode auxquelles elle a su allier de grandes qualités personnelles : la simplicité, la disponibilité et la générosité. C'est, sans doute, là que réside le secret de ses performances à toutes les étapes de son parcours professionnel.

En 1989, alors qu'elle occupe la fonction de Directrice Adjointe du Plan, elle est appelée par Mme Ndioro Ndiaye, Ministre du Développement Social, pour prendre en charge, le projet FENU dans sa phase « Promotion Economique des Groupements Féminins » en tant que Directrice Nationale. Il n'en fallait pas plus pour qu'Astou Diop s'engage toute entière sur le plan technique mais aussi sur le terrain pour la cause des femmes. Là aussi, elle se distingue par son professionnalisme et son goût exceptionnel pour le travail bien fait et l'atteinte des résultats tels que prévus. C'est ainsi qu'elle occupe, de 1993 à 1999, tour à tour, les fonctions de Conseillère Technique et de Directrice du Bien-Être Familial au Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et au Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et de la Solidarité nationale.

Fonctionnaire des Nations Unies, en Guinée-Bissau de 1991 à 1993 et à Madagascar de 1999 à 2002, elle est également intervenue en tant qu'Experte-consultante sur la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets, à la Banque Mondiale, de l'UNFPA, de l'ACDI, du CRDI, du PNUD et de la CEA.

On lui doit la conduite du processus de participation du Sénégal à la Conférence mondiale sur les Femmes de Beijing 1995, à travers l'organisation de la conférence

“

Parce que rien en matière de développement ne pourra se faire sans les femmes. (...) Il est important de valoriser, pas la femme en tant que femme mais valoriser le potentiel de la femme. Et ce potentiel-là, il est indispensable au développement du pays, au développement de la Nation.

régionale africaine de Dakar en 1994 et la préparation technique du Sénégal pour sa contribution à ladite Conférence, l'élaboration du deuxième Plan d'action National de la Femme en 1996, tel que recommandé à Beijing ou encore la formulation de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre en 2004-2005.

Pour elle, c'est extrêmement important aujourd'hui qu'Africans Rising fasse du combat des femmes, de la promotion des femmes, de l'autonomisation des femmes son cheval de bataille. « Parce que rien en matière de développement ne pourra se faire sans les femmes. (...) Il est important de valoriser, pas la femme en tant que femme mais valoriser le potentiel de la femme. Et ce potentiel-là, il est indispensable au développement du pays, au développement de la Nation. »

Donc valoriser ce potentiel, c'est renvoyer l'image des femmes leaders, renvoyer l'image des femmes qui ont fait quelque chose dans leur secteur, c'est extrêmement important.

Et je voudrai que toutes les femmes qui sont ici, tous les hommes qui sont ici, que vous m'écoutez, que vous emportiez ça avec vous : On dit souvent « Derrière chaque homme, il y a une grande dame » mais derrière une dame, il y a eu un grand homme aussi ».





généantes invisibles



Une initiative de

Africans Rising

For Justice, Peace & Dignity



**Ce Coffee Table Book est gracieusement offert par
la Fondation Heinrich Böll Sénégal**

Coordinatrice du projet – Selly BA

Direction créative et éditoriale – Gnagna KONE

Crédit Photos – Elise DUVAL

Entretiens – Elise DUVAL et Ndéye Aïda BARRY

Edition textes – Selly BA et Gnagna KONE

Edito – Gnagna KONE

Design – Alassane SARR

**óéantes
inv's'bles**